

La mort de Nahel, jeune homme de 17 ans, abattu volontairement par un policier, mardi 27 juin à Nanterre lors d'un contrôle routier, provoque l'indignation générale et une vague de colère dans tout le pays. **La CNT-SO partage cette colère, adresse sa solidarité aux proches de Nahel et soutient toutes les mobilisations à venir en réaction à ce nouveau crime policier.**

La vidéo implacable du meurtre de Nahel a contraint à réagir jusqu'au sommet de l'État, sans pouvoir déployer le cirque politico-médiatique habituel du déni des «violences policières» ni couvrir les auteurs.

Pourtant, **il ne s'agit pas d'une «bavure isolée» et «inexplicable»**. La semaine dernière c'est à Angoulême que la même scène se produisait. Les morts s'enchaînent : treize dans les mêmes circonstances en 2022 ! Le profil récurrent des victimes, de jeunes hommes issus des milieux populaires et identifiés comme maghrébin ou afropéen, ne laisse **pas de doute sur le caractère raciste de ces crimes.**

La série actuelle est directement liée à l'évolution législative depuis Hollande et Cazeneuve, en 2017, qui permet encore davantage aux forces de l'ordre d'user de leurs armes notamment dans le cas des fameux «refus d'obtempérer».

Elle tient plus largement à une **culture de l'impunité, de la violence et du racisme qui prospère dans les rangs de la Police**, couverte par les institutions, une mafia syndicale grandement acquise à l'extrême-droite à l'image de la profession et le déni protecteur d'une large partie de la classe politique.

Avec Nahel, une fois de plus les policiers ont d'abord menti en décrétant avoir été en danger. Sans l'existence de la vidéo qui les contredit, nul doute que la version policière se serait une fois encore imposée dans les médias et les discours politiques. Cette impunité doit cesser ! **La CNT-Solidarité Ouvrière soutient toutes les familles de victimes de violences policières qui depuis de longues années, essaient d'obtenir justice malgré l'omerta institutionnelle et les oppositions politiques.**

Nous ne nous faisons **pas d'illusion sur l'institution policière, il ne s'agit pas plus de dérives individuelles que ponctuelles mais d'une question systémique**. Les pratiques racistes et discriminatoires (contrôles au faciès...), les violences et crimes, le plus souvent impunis, se perpétuent sur des décennies et s'inscrivent dans une histoire douloureuse de chasse aux étrangers-ères, aujourd'hui les sans-papiers, hier républicain·nes espagnols, juifs·ves, indépendantistes algérien·nes...

Le contexte actuel est aussi fortement marqué par la **répression et criminalisation de plus en plus brutale des luttes sociales**. Face à une forte contestation sociale (gilets jaunes, mouvements de grèves, activisme écologiste...), l'État a volontairement lâché la bride à sa Police qui exerce sa violence sans retenue (mutilations, décès...). **Le bloc bourgeois au pouvoir se radicalise rapidement** en restreignant les libertés publiques et en organisant une société de la surveillance. **Cet autoritarisme doit être fermement combattu !**

Là encore, la question est systémique. **Qu'on lui colle l'adjectif «républicaine» n'y change rien, pour l'État, la fonction primordiale de la police n'est pas de protéger la population** mais de la contrôler et de la réprimer si besoin, au service d'un ordre social inégalitaire. C'est pourquoi, la CNT-SO est une des rares confédérations syndicales qui refuse statutairement de syndiquer l'ensemble des «forces répressives de l'État ou du patronat».

Pour que tout cela cesse, **il faudra que les colères convergent vers une transformation sociale**

majeure qui tourne le dos à l'exploitation économique et à toutes les dominations. **Construisons ensemble ce projet émancipateur pour notre classe, basé sur l'égalité réelle, économique et sociale, la démocratie directe et l'autogestion.**

Colère populaire, luttes ouvrières : même combat !